

22
AAP
- 1925
A 16

Government
Publications

ACCORD

RELATIF

À LA RÉPARTITION DES ANNUITÉS DU PLAN DAWES ⁽¹⁾

(14 JANVIER 1925)

AGREEMENT

REGARDING

THE DISTRIBUTION OF THE DAWES ANNUITIES ⁽²⁾

(14TH JANUARY 1925)

(1) La présente édition de l'Accord du 14 janvier 1925 comprend, incorporées dans le texte, les rectifications de pure forme apportées au texte authentique par le Protocole du 22 janvier 1925.

(2) The formal amendments detailed in the Protocol of January 22nd 1925 attached to the authentic text of the Agreement of January 14th 1925 have been incorporated in the text of the present edition.

Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119736007>

ACCORD

RELATIF

À LA RÉPARTITION DES ANNUITÉS DU PLAN DAWES

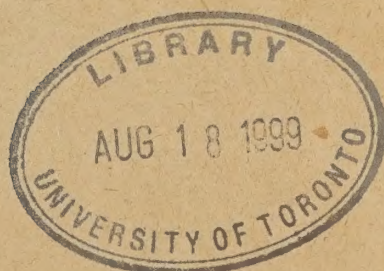
(14 JANVIER 1925)

AGREEMENT

REGARDING

THE DISTRIBUTION OF THE DAWES ANNUITIES

(14TH JANUARY 1925)



PROTOCOLE DE CLÔTURE.

Les Représentants des Gouvernements BELGE, BRITANNIQUE, FRANÇAIS, des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ITALIEN, JAPONAIS, BRÉSILIEN, GREC, POLONAIS, PORTUGAIS, ROUMAIN, SERBE-CROATE-SLOVÈNE, TCHÉCOSLOVAQUE, s'étant réunis à Paris du 7 au 14 janvier 1925, en vue de régler entre leurs Gouvernements respectifs les questions que pose la répartition des diverses recettes portées ou à porter dans les comptes de la Commission des Réparations, notamment depuis le 1^{er} janvier 1923 jusqu'au 1^{er} septembre 1924 ainsi que pendant les premières années d'application du Plan Dawes, objet des Arrangements conclus à Londres le trente août 1924,

Sont tombés d'accord sur les dispositions contenues dans l'Arrangement, avec ses annexes, signé à la date de ce jour et dont copie est jointe au présent protocole.

FAIT à Paris le 14 janvier 1925.

CLÉMENTEL.

G. THEUNIS.

WINSTON S. CHURCHILL.

MYRON T. HERRICK.

FRANK B. KELLOGG.

JAMES A. LOGAN JR.

ALBERTO DE' STEFANI.

K. ISHII.

L. M. DE SOUZA DANTAS.

EM. J. TSOUDEROS.

J. MROZOWSKI.

J. KARSNICKI.

ANTONIO DA FONSECA.

VINTILA BRATIANO.

N. TITULESCU.

STOYADINOVITCH.

STEFAN OSUSKY.

FINAL PROTOCOL.

The representatives of the Governments of BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN, the UNITED STATES OF AMERICA, ITALY, JAPAN, BRAZIL, GREECE, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, SERB-CROAT-SLOVENE STATE, CZECHOSLOVAKIA, assembled at Paris from the 7th to the 14th January 1925 with a view to settling as between their respective Governments questions which arise out of the distribution of the receipts already entered, or to be entered, in the accounts of the Reparation Commission, in particular after the 1st January 1923 to 1st September 1924, and also in the first years of the application of the Dawes Plan which formed the subject of the Agreements concluded in London on 31st August 1924,

Have agreed on the provisions contained in the Agreement of today's date of which a copy is attached to the present Protocol.

DONE at Paris, 14th January 1925.

CLEMENTEL.

G. THEUNIS.

WINSTON S. CHURCHILL.

MYRON T. HERRICK.

FRANK B. KELLOGG.

JAMES A. LOGAN JR.

ALBERTO DE' STEFANI.

K. ISHII.

L. M. DE SOUZA DANTAS.

EM. J. TSOUDELOS.

J. MROZOWSKI.

J. KARSNICKI.

ANTONIO DA FONSECA.

VINTILA BRATIANO.

N. TITULESCU.

STOYADINOVITCH.

STEFAN OSUSKY.

ACCORD.

Les Gouvernements de la BELGIQUE, des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, de la FRANCE, de la GRANDE-BRETAGNE, de l'ITALIE, du JAPON, du BRÉSIL, de la GRÈCE, de la POLOGNE, du PORTUGAL, de la ROUMANIE, de l'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE et de la TCHÉCOSLOVAQUIE, représentés respectivement par les soussignés, sont convenus de ce qui suit :

AGREEMENT.

The Governments of BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN, ITALY, JAPAN, the UNITED STATES OF AMERICA, BRAZIL, GREECE, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, the SERB-CROAT-SLOVENE STATE and CZECHOSLOVAKIA, respectively represented by the undersigned, have agreed as follows.

ACCORD

RELATIF À LA RÉPARTITION DES ANNUITÉS DU PLAN DAWES.

SOMMAIRE.

TITRE I. — AFFECTATION DES ANNUITÉS DU PLAN DAWES.

- ART. 1. Frais des Commissions.
- ART. 2. Frais des Armées d'occupation pour 1924-1925.
- ART. 3. Part des États-Unis d'Amérique dans les annuités du Plan Dawes.
- ART. 4. Dette de guerre belge.
- ART. 5. Restitutions.
- ART. 6. Priorité belge.
- ART. 7. Part de la Grèce et de la Roumanie dans les réparations.
- ART. 8. Créances diverses.
- ART. 9. Indemnité due à la Commission européenne du Danube.
- ART. 10. Soldes des Offices de Compensation.

TITRE II. — RÈGLEMENT DES COMPTES DU PASSÉ.

- ART. 11. Comptes de répartition. — Dispositions concernant l'arbitrage.
- ART. 12. Comptes de la Ruhr.

TITRE III. — QUESTIONS SPÉCIALES RELATIVES À L'APPLICATION D'ACCORDS ANTÉRIEURS.

- ART. 13. Prorogation au delà du 1^{er} janvier 1923 des dispositions de l'article 2 de l'Accord du 11 mars 1922 :
Affectation des livraisons en nature au remboursement des frais des armées d'occupation.
- ART. 14. Prorogation au delà du 1^{er} janvier 1923 des dispositions de l'article 6 de l'Accord du 11 mars 1922 :
Conservation par chaque Puissance des livraisons en nature qu'elle a reçues.
- ART. 15. Frais des armées d'occupation du 1^{er} mai 1922 au 31 août 1924.
- ART. 16. Débits pour les navires attribués ou transférés à la Belgique en vertu de l'article 6 (4) du Protocole de Spa.
- ART. 17. Débits pour les mines et chemins de fer du Chantoung.

TITRE IV. — INTÉRÊTS ET ARRIÉRÉS.

- ART. 18. Compte d'intérêts.
- ART. 19. Compte d'avances et arriérés au 1^{er} septembre 1924.
- ART. 20. Récupération des arriérés.
- ART. 21. Frais des armées d'occupation antérieurs au 1^{er} mai 1921.

TITRE V. — QUESTIONS DIVERSES.

- ART. 22. Remboursements à faire par la Tchécoslovaquie pour certaines livraisons en nature.
- ART. 23. Payements de la Bulgarie.
- ART. 24. Biens cédés à la Ville libre de Dantzig.
- ART. 25. Recommandations relatives à l'échelonnement des payements tout au cours de l'année.
- ART. 26. Interprétation et arbitrage.
- ART. 27. Réserve relative aux droits et obligations de l'Allemagne.

AGREEMENT

REGARDING THE DISTRIBUTION OF THE DAWES ANNUITIES.

SUMMARY.

CHAPTER I. — ALLOCATION OF DAWES ANNUITIES.

- ART. 1. Costs of Commissions.
- ART. 2. Costs of Armies of Occupation 1924-1925.
- ART. 3. Share of the United States of America in the Dawes Annuities.
- ART. 4. Belgian War Debt.
- ART. 5. Restitutions.
- ART. 6. Belgian Priority.
- ART. 7. Greek and Roumanian share of reparations.
- ART. 8. Miscellaneous Claims.
- ART. 9. Compensation due to the European Commission of the Danube.
- ART. 10. Clearing Office Balances.

CHAPTER II. — SETTLEMENT OF PAST ACCOUNTS.

- ART. 11. Distribution Accounts : Provision as to Arbitration.
- ART. 12. Ruhr Accounts.

CHAPTER III. — SPECIAL QUESTIONS ARISING OUT OF PREVIOUS AGREEMENTS.

- ART. 13. Extension beyond January 1st, 1923 of the provisions of Article 2 of the Agreement of the 11th March 1922 : Appropriation of Deliveries in Kind to the Costs of the Armies of Occupation.
- ART. 14. Extension beyond January 1st, 1923 of the provisions of Article 6 of the Agreement of 11th March 1922 : Retention by each Power of the Deliveries in Kind received by it.
- ART. 15. Costs of Armies of Occupation from 1st May 1922 to 31st August 1924.
- ART. 16. Debits for vessels allotted or transferred to Belgium under Article 6 (4) of the Spa Protocol.
- ART. 17. Debits for Shantung Mines and Railways.

CHAPTER IV. — INTEREST AND ARREARS.

- ART. 18. Interest Account.
- ART. 19. Account of Excesses and Arrears as at 1st September 1924.
- ART. 20. Recovery of Arrears.
- ART. 21. Costs of Armies of Occupation to 1st May 1921.

CHAPTER V. — MISCELLANEOUS QUESTIONS.

- ART. 22. Repayment by Czechoslovakia in respect of certain Deliveries in Kind.
- ART. 23. Bulgarian Payments.
- ART. 24. Properties ceded to the Free City of Danzig.
- ART. 25. Recommendations with regard to the distribution of the payments throughout the year.
- ART. 26. Interpretation and Arbitration.
- ART. 27. Reservation as to the rights and obligations of Germany.

TITRE PREMIER.

AFFECTATION DES ANNUITÉS DU PLAN DAWES.

ARTICLE PREMIER.

Frais des Commissions.

A. Le prélèvement maximum normal sur les annuités du plan Dawes pour la Commission des Réparations, y compris les organismes institués en exécution du plan Dawes, est fixé ainsi qu'il suit :

Pour l'année commençant le 1^{er} septembre 1924. 9 1/4 millions de marks-or.

Pour les années suivantes. 7 1/2 — —

(Prélèvement à effectuer partie en monnaies étrangères et partie en monnaie allemande, suivant les besoins.)

Sur ces sommes, un montant maximum de 3.700.000 marks-or par an sera attribuable aux organismes institués en exécution du plan Dawes. Ce montant pourra être augmenté, s'il est nécessaire, en vue de subvenir aux frais des organismes d'arbitrage prévus par le plan Dawes et le protocole de Londres.

B. Le prélèvement maximum pour la Haute Commission interalliée dans les Territoires rhénans (y compris les prestations au titres des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan) n'excédera pas 10 millions de marks-or (prélèvement à effectuer en monnaies étrangères ou en monnaie allemande, suivant les besoins) pour l'année commençant le 1^{er} septembre 1924, cette somme étant attribuée aux Hauts Commissariats français, britannique et belge dans les proportions de 62, 16 et 22, après qu'il aura été pourvu aux autres dépenses de la Commission. Le montant pour les années suivantes sera fixé ultérieurement.

Le prélèvement pour la Commission militaire de Contrôle n'excédera pas un maximum de 8 millions de marks-or (prélèvement à effectuer en monnaie allemande) dans l'année commençant le 1^{er} septembre 1924. Le montant pour les années suivantes sera fixé ultérieurement. Le chiffre sus indiqué ne comprend pas les dépenses de la Commission en monnaies nationales, qui continueront à être payées par les Gouvernements intéressés, les montants ainsi versés étant portés au crédit de leurs comptes respectifs par la Commission des Réparations.

ARTICLE 2.

Frais des armées d'occupation pour 1924/1925.

Les montants prélevés par préciput sur les paiements de l'Allemagne pendant l'année comprise entre le 1^{er} septembre 1924 et le 31 août 1925, au titre des frais

CHAPTER I.

ALLOCATION OF THE DAWES ANNUITIES.

ARTICLE 1.

Costs of the Commissions.

A) The maximum normal charge on the Dawes Annuities of the Reparation Commission, including the organisations set up under the Dawes Plan, shall be :

For the year from 1st September 1924. 9 1/4 million gold marks.

For the later years. 7 1/2 — —

(to be taken partly in foreign currencies or in German currency as required).

Of these sums not more than 3,700,000 gold marks a year shall be attributable to the organisations set up under the Dawes Plan. If necessary this sum may be increased in order to meet the costs of the arbitral bodies provided for by the Dawes Plan and the London Protocol.

B) The maximum charge for the Interallied Rhineland High Commission (including deliveries under Articles 8-12 of the Rhineland Agreement) shall not exceed 10 million gold marks (to be taken in foreign currencies or in German currency as required) for the year from 1st September 1924, this sum being allocated between the French, British and Belgian High Commissariats in the proportion of 62 : 16 : 22, after providing for the other expenses of the Commission. The amount for any later year will be settled at a later date.

C) The charge of the Military Commission of Control shall not exceed a maximum of 8 million gold marks (to be taken in German currency) in the year from 1st September 1924. The amount of any later year will be settled at a later date. This figure does not include the Commission's expenses in national currencies, which shall continue to be paid by the Governments concerned, the amounts so paid being credited to their respective accounts by the Reparation Commission.

ARTICLE 2.

Costs of Armies of Occupation 1924/1925.

A) The sums to be allowed as a prior charge on payments by Germany during the year 1st September 1924 to 31st August 1925 in respect of the costs of the

des armées d'occupation de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de la France, sont fixés ainsi qu'il suit :

Armée belge.....	25.000.000 marks-or.
Armée britannique.....	25.000.000 —
Armée française.....	110.000.000 —

La Belgique, la Grande-Bretagne et la France se rembourseront du complément des frais de leurs armées d'occupation pendant la période mentionnée, au moyen de leurs parts respectives dans les paiements de réparations allemands, mais ne seront pas débitées de ce montant au compte des réparations, c'est-à-dire que leurs arriérés respectifs au titre des réparations s'accroîtront des sommes correspondantes.

C. Les dépenses complémentaires des armées d'occupation seront calculées ainsi qu'il suit. Chaque puissance aura droit à recevoir :

1° Les sommes payables conformément à l'accord des Ministres des Finances du 11 mars 1922, calculées en ce qui concerne la Grande-Bretagne sur la base du coût unitaire français, avec une allocation spéciale de 2 marks-or par homme, et converties en livres sterling sur la base des cours moyens des changes des diverses monnaies pendant le mois de décembre 1921. La valeur des marks allemands fournis aux armées d'occupation et la valeur de toutes réquisitions opérées en vertu de l'article 6 de l'Arrangement rhénan seront, comme jusqu'à présent, comprises dans ces sommes.

2° La valeur des réquisitions et prestations au titre des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan qui sont portées au crédit de l'Allemagne dans les comptes de l'Agent général des paiements de réparations.

Pour chaque puissance, les dépenses complémentaires d'occupation sont égales à la différence entre la somme totale ainsi calculée et le montant du préciput fixé au paragraphe A ci-dessus.

D. Il est convenu que les Puissances participant à l'occupation n'opéreront pas de prélèvements sur les annuités pour des effectifs supérieurs à ceux qui sont autorisés pour chacune d'elles respectivement par les paragraphes II et III de l'article 1^{er} de l'accord du 11 mars 1922.

E. Les dispositions du présent article pour l'année finissant le 31 août 1925 sont acceptées sans qu'il soit préjugé d'aucune question de principe, et les Gouvernements alliés et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique discuteront avant le 1^{er} septembre 1925 le règlement des frais des armées d'occupation pour l'avenir.

ARTICLE 3.

Part des États-Unis d'Amérique dans les annuités du plan Dawes.

A. Sur les montants reçus de l'Allemagne au titre des annuités du plan Dawes, il sera payé aux États-Unis d'Amérique les sommes suivantes en remboursement des frais de l'armée d'occupation des États-Unis et en vue de donner satisfaction aux

Armies of Occupation of Belgium, Great Britain and France, shall be fixed at the following amounts :

Belgian Army	25,000,000 gold marks.
British Army	25,000,000 —
French Army	110,000,000 —

B) Belgium, Great Britain and France will meet their additional Army costs during the period mentioned out of their respective shares in German reparation payments, but shall not be debited on reparation account therewith, that is to say, their respective reparation arrears will be increased by corresponding sums.

C) The additional Army costs shall be calculated as follows. Each Power will be entitled to receive :

1. The sums payable under the Finance Ministers' Agreement of 11th March 1922, calculated in the case of Great Britain on the basis of the French capitation rate with a special allowance of 2 gold marks a man, converted into sterling on the basis of the mean rates of exchange of the respective currencies during the month of December 1921. The value of German marks supplied to the Armies of Occupation and the value of any requisitions under Article 6 of the Rhineland Agreement shall, as heretofore, be included in these sums, and

2. The value of the requisitions and services under Articles 8-12 of the Rhineland Agreement, which are credited to Germany in the accounts of the Agent General for Reparations.

For each Power the additional Army costs shall be the difference between the total sum so calculated and the amount of the prior charge set out in paragraph (A) above.

D) It is agreed that the Powers concerned in the occupation shall not charge for effectives in excess of the strength authorised for each respectively by Article 1 (2) and (3) of the Agreement of 11th March 1922.

E) The provisions of this Article for the year to 31st August 1925 are accepted without prejudice to any question of principle, and the Allied Governments and the Government of the United States of America will discuss, before the 1st September 1925, the arrangement for Army Costs in the future.

ARTICLE 3.

Share of the United States of America in the Dawes annuities.

A) Out of the amount received from Germany on account of the Dawes annuities, there shall be paid to the United States of America the following sums in reimbursement of the costs of the United States Army of Occupation and for the

créances reconnues par les décisions de la Commission mixte des réclamations qui a été instituée en exécution de l'Accord conclu entre les États-Unis et l'Allemagne le 10 août 1922 :

1° Une annuité de cinquante-cinq millions de marks-or à partir du 1^{er} septembre 1926, payable jusqu'à extinction de la somme en capital apparaissant au compte des frais de l'armée d'occupation des États-Unis, tel qu'il a déjà été présenté à la Commission des Réparations. Ces paiements annuels bénéficient d'un privilège de premier rang sur les espèces rendues disponibles pour le transfert par le Comité des Transferts au moyen d'un prélèvement sur les annuités du plan Dawes, après constitution des montants nécessaires pour assurer le service de l'emprunt extérieur allemand de 800 millions de marks-or émis en 1924, pour subvenir aux frais de la Commission des Réparations, des organismes institués en exécution du plan Dawes, de la Haute-Commission Interalliée dans les Territoires Rhénans, des Commissions de Contrôle Militaire, pour assurer le paiement à la Commission du Danube stipulé à l'Article 9 ci-après et pour donner satisfaction à toutes autres créances privilégiées qui pourraient être admises dans la suite avec l'assentiment des États-Unis d'Amérique. Si au cours d'une année quelconque, le total de 55 millions de marks-or n'a pas été transféré aux États-Unis d'Amérique, les arriérés seront reportés au versement payable aux États-Unis l'année suivante qui sera accru d'autant. Les arriérés s'accumuleront et porteront intérêt simple à 4 1/2 p. o/o à partir de la fin de l'année où lesdits arriérés se sont accumulés, jusqu'à leur extinction.

2° Deux un quart pour cent (2 1/4 o/o) de toutes les recettes provenant de l'Allemagne au titre des annuités du plan Dawes disponibles pour la répartition au titre des réparations, étant entendu que l'annuité résultant de ce pourcentage ne doit en aucune année excéder la somme de quarante-cinq millions de marks-or.

B. Sous réserve des dispositions du paragraphe A ci-dessus, les États-Unis d'Amérique acceptent :

1° De renoncer à toute réclamation, en vertu de l'Accord du 25 mai 1923 relatif aux frais de leur armée d'occupation, sur les recettes en espèces obtenues depuis le 1^{er} janvier 1923 en sus de la somme de 14.725.154,40 dollars actuellement déposée par la Belgique au compte de la Trésorerie des États-Unis dans un compte bloqué à la Federal Reserve Bank de New-York, somme qui sera immédiatement versée à la Trésorerie des États-Unis ;

2° Que l'Accord du 25 mai 1923 ne s'applique pas aux paiements effectués au titre des réparations par une puissance ex-ennemie quelconque autre que l'Allemagne ;

3° Que l'accord du 25 mai 1923 soit considéré comme remplacé par le présent Accord.

C. Les dispositions du présent Accord relatif à l'admission de l'imputation sur les annuités du plan Dawes de charges autres que les réparations et les allocations prévues pour ces charges ne doivent pas être modifiées par les Gouvernements alliés de manière à réduire les sommes à répartir au titre des Réparations, sinon d'accord avec États-Unis d'Amérique.

purpose of satisfying the awards of the Mixed Claims Commission established in pursuance of the Agreement between the United States and Germany of August 10th, 1922.

1. Fifty-five million gold marks per annum beginning September 1st, 1926, and continuing until the principal sums outstanding on account of the costs of the United States Army of Occupation, as already reported to the Reparation Commission, shall be extinguished. These annual payments constitute a first charge on cash made available for transfer by the Transfer Committee out of the Dawes Annuities, after the provision of the sums necessary for the service of the 800 million gold mark German external loan, 1924, and for the costs of the Reparation Commission, the organisations established pursuant to the Dawes Plan, the Interallied Rhineland High Commission, the Military Control Commissions, and the payment to the Danube Commission provided for in Article 9 below, and for any other prior charges which may hereafter with the assent of the United States of America be admitted. If in any year the total sum of fifty-five million gold marks be not transferred to the United States of America the arrears shall be carried forward to the next succeeding annual instalment payable to the United States of America, which shall be pro tanto increased. Arrears shall be cumulative and shall bear simple interest at $4\frac{1}{2}\%$ from the end of the year in which the said arrears accumulated until they are satisfied.

2. Two and one quarter per cent ($2\frac{1}{4}\%$) of all receipts from Germany on account of the Dawes Annuities available for distribution as reparations, provided that the annuity resulting from this percentage shall not in any year exceed the sum of forty-five million gold marks.

B) Subject to the provisions of Paragraph A above, the United States of America agree :

1. To waive any claim under the Army Cost Agreement of May 25th 1923, on cash receipts obtained since 1st January 1923 beyond the sum of \$ 14,725,154,40 now deposited by Belgium to the account of the Treasury of the United States in a blocked account in the Federal Reserve Bank of New-York, which sum shall forthwith be released to the United States Treasury.

2. That the Agreement of May 25th 1923 does not apply to payments on account of reparations by any ex-enemy Powers other than Germany.

3. That the Agreement of May 25th 1923, is deemed to be superseded by the present Agreement.

C) The provisions of this Agreement relating to the admission against the Dawes Annuities of charges other than reparations, and the allotments provided for such charges shall not be modified by the Allied Governments, so as to reduce the sums to be distributed as reparations save in agreement with the United States of America.

D. Il est reconnu que les États-Unis d'Amérique ont un intérêt, proportionnel à leur pourcentage de 2 1/4 o/o de la partie des annuités disponibles pour les Réparations, dans toute répartition des obligations de chemins de fer, des obligations industrielles et de tous autres titres émis par application du plan Dawes ou sur le produit de toute vente de ceux de ces titres ou obligations qui n'auront pas été répartis; et qu'ils ont également le droit de participer à toute répartition ou au produit de toute vente de tels obligations ou titres pour le montant de tous arriérés qui peuvent leur être dus au titre du remboursement des frais de leur armée d'occupation, comme il est prévu dans le présent Accord. Il est reconnu aussi que les États-Unis d'Amérique ont un intérêt dans toute autre opération qui pourrait être effectuée au sujet de ces bons s'ils ne sont ni vendus ni répartis.

ARTICLE 4.

Dette de guerre belge,

A. A dater du 1^{er} septembre 1924, 5 p. o/o du total des sommes disponibles au cours d'une année quelconque, après prélèvement pour le service de l'emprunt extérieur allemand de 1924 et après les prélèvements pour les frais des Commissions; les frais de l'armée d'occupation des États-Unis, l'annuité afférente aux arriérés des frais des armées d'occupation antérieurs au 1^{er} mai 1921; le préciput des frais courants des armées d'occupation, et toute autre créance à qui une priorité pourra être accordée dans la suite, seront affectés au remboursement de la dette de guerre belge, telle qu'elle est définie dans le dernier paragraphe de l'article 232 du Traité de Versailles.

B. Les sommes ayant reçu cette affectation au cours d'une année quelconque seront réparties entre les Puissances intéressées en proportion des montants qui leur sont dus respectivement, à ce titre, à la date du 1^{er} mai 1921. En attendant le règlement définitif des comptes, la France recevra 46 p. o/o, la Grande-Bretagne 42 p. o/o et la Belgique en raison de sa dette envers les États-Unis d'Amérique), 12 p. o/o.

ARTICLE 5.

Restitutions.

A. Il sera affecté au paiement des créances de restitution :

a. Pendant les quatre premières années, 1 p. 100 du montant total disponible au cours d'une année quelconque après prélèvement pour le service de l'emprunt extérieur allemand de 1924 et les prélèvements pour les frais des Commissions; les frais de l'armée d'occupation des États-Unis; l'annuité afférente aux arriérés des frais des armées d'occupation antérieurs au 1^{er} mai 1921; le préciput des frais courants des armées d'occupation; et toute autre créance à qui une priorité pourra être accordée dans la suite;

b. Pendant les années suivantes, 1 p. 100 du solde du premier milliard après les prélèvements énumérés ci-dessus et 2 p. 100 du surplus de l'annuité.

D) The United States of America is recognised as having an interest, proportionate to its $2\frac{1}{4}\%$ interest in the part of the annuities available for reparation, in any distribution of railway bonds, industrial debentures or other bonds issued under the Dawes Plan, or in the proceeds of any sale of undistributed bonds or debentures and as having the right also to share in any distribution or in the proceeds, of any sale, of such bonds or debentures for any arrears that may be due to it in respect of the repayment of its army costs as provided in the present Agreement. The United States of America is also recognised as having an interest in any other disposition that may be made of the bonds if not sold or distributed.

ARTICLE 4.

Belgian War Debt

A) As from the 1st September 1924 5% of the total sum available in any year after meeting the charges for the service of the German External Loan, 1924, and the charges for Costs of Commissions; Costs of U. S. Army of Occupation; Annuity for Arrears of pre-1st May 1921 Army Costs; Prior charge for current Army Costs; and any other prior charges which may hereafter be agreed, shall be applied to the reimbursement of the Belgian War Debt as defined in the last paragraph of Article 232 of the Treaty of Versailles.

B) The amounts so applied in any year shall be distributed between the Powers concerned in proportion to the amount of the debts due to them respectively as at May 1921. Pending the final settlement of the accounts, France shall receive $\frac{1}{2}\%$ Great Britain 42% and Belgium (by reason of her debt to U. S. A.) 12% .

ARTICLE 5.

Restitution.

A) There shall be applied to the satisfaction of claims for restitution :

a) During the first four years 1% of the total sum available in any year after meeting the charges for the service of the German External Loan, 1924, and the charges for Costs of Commissions : Costs of U. S. Army of occupation; annuity for arrears of pre-1st May 1921 Army Costs; prior charge for current Army Costs; and any other prior charge which may hereafter be agreed;

b) During subsequent years 1% of the balance of the first milliard after meeting the charges enumerated above and 2% of the surplus of the annuity.

B. Le montant ayant reçu cette affectation sera réparti entre les Puissances ayant une créance au titre des restitutions proportionnellement à leurs créances respectives de ce chef, telles qu'elles auront été admises par la Commission des Réparations.

C. Les Gouvernements français et italien réservent leur droit de réclamer la restitution de certains objets d'art, par application de l'article 238 du Traité de Versailles. Les autres Gouvernements alliés appuieront leurs efforts en vue d'assurer l'exécution par l'Allemagne des restitutions de cette nature. Néanmoins, si l'accomplissement de cette obligation implique une imputation sur les annuités du plan Dawes, la valeur de cette imputation viendra en balance de la part de l'annuité de la Puissance intéressée.

ARTICLE 6.

Priorité belge.

A. Il est reconnu que la détermination du degré exact d'extinction de la priorité belge dépend de l'établissement du compte de répartition que la Commission des Réparations a été priée de dresser.

B. Sur la partie des annuités reçues de l'Allemagne qui sera disponible pour la répartition, au titre des réparations, entre les Puissances alliées après le 1^{er} septembre 1924, la Belgique recevra :

a. Pendant l'année commençant le 1^{er} septembre 1924 : 8 p. 100 ;

b. Pendant l'année commençant le 1^{er} septembre 1925 et tant que la priorité belge ne sera pas éteinte, 8 p. 100 de chaque versement mensuel. Dès que la priorité sera éteinte, le pourcentage sur tous les versements ultérieurs pendant l'année en question sera réduit à 4,5 p. 100 ;

c. Pendant l'année commençant le 1^{er} septembre 1926 et pendant chacune des années suivantes : 4,5 p. 100.

Il est entendu que cette réduction du pourcentage libère entièrement la Belgique de ses obligations en ce qui concerne le remboursement de sa priorité.

C. A partir de la date à laquelle la priorité belge sera éteinte ou au plus tard à partir du 1^{er} septembre 1926, les 3 1/2 p. 100 rendus disponibles par les dispositions ci-dessus relatives au remboursement de la priorité belge seront versés à la France et à la Grande-Bretagne suivant les proportions 52 et 22, en sus de leurs pourcentages de Spä.

Les sommes débitées à la Belgique, en ce qui concerne la période antérieure au 1^{er} septembre 1924, ne seront pas considérées comme susceptibles de lui créer soit des avances, soit des arriérés, étant entendu que cette disposition ne touche en rien à l'obligation qui incombe à la Belgique de se reconnaître comptable de tout solde final pouvant résulter de l'application de clauses économiques du Traité.

D. Les droits acquis à la Belgique, en conséquence d'accords antérieurs, sur les paiements reçus ou à recevoir de ou pour le compte de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bulgarie demeurent intacts.

B) The amount so applied shall be distributed between the Powers having a claim for restitution proportionately to their respective claims under this head as accepted by the Reparation Commission.

C) The French and Italian Governments reserve their rights to claim restitution of certain objects of art by the application of article 238 of the Treaty of Versailles. The other Allied Governments will support their efforts to secure the execution by Germany of such restitution. Nevertheless, if the fulfilment of this obligation involves a charge on the Dawes annuities the value will be charged against the share in the annuity of the Power interested.

ARTICLE 6.

Belgian Priority.

A) It is agreed that the determination of the exact position as regards the satisfaction of the Belgian priority depends on the settlement of the distribution account which the Reparation Commission has been requested to draw up.

B) Out of the part of the annuities received from Germany and available for distribution as reparations among the Allied Powers after 1st September 1924, Belgium will receive :

a) During the year commencing 1st September 1924 : 8 %.

b) During the year commencing 1st September 1925, so long as Belgian priority is not extinguished 8 % of each monthly payment. As soon as the priority is extinguished, the percentage of all further payments during the year in question will be reduced to 4.5 %.

c) During the year commencing 1st September 1926 and during each succeeding year : 4.5 %.

This reduction in percentage is accepted as fully discharging Belgium from her obligations to repay her priority.

C) As from the date at which Belgian priority is extinguished or at the latest from 1st September 1926, the 3 1/2 % released by the above arrangements for the repayment of the Belgian priority will be payable to France and Great Britain in the proportion 52 : 22, in addition to their Spa percentages.

The sums debited to Belgium in respect of the period to 1st September 1924, will not be regarded as creating for her either excess payments or arrears, provided that this shall be without prejudice to the liability of Belgium to account for any final balance under the Economic Clauses of the Treaty.

D) The right accruing to Belgium as a result of previous Agreements on payments received or to be received from or on account of Austria, Hungary and Bulgaria remain unaltered.

ARTICLE 7.

Pourcentages de réparations grec et roumain.

A. Le pourcentage des paiements de réparation disponibles pour la répartition entre les Puissances alliées qui doit être attribué à la Grèce est fixé à 0,4 p. 100 des paiements faits par l'Allemagne et de la première moitié des paiements faits par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie et à 25 p. 100 de la seconde moitié des paiements faits par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie.

B. Le pourcentage des paiements de réparation, disponibles pour la répartition entre les Puissances alliées, qui doit être attribué à la Roumanie, est fixé à 1,1 p. 100 des paiements faits par l'Allemagne et de la première moitié des paiements faits par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie et à 20 p. 100 de la seconde moitié des paiements faits par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie.

ARTICLE 8.

Créances diverses.

A. Les créances suivantes, à savoir :

a. Les frais de l'occupation militaire des zones de plébiscite (annexe de l'article 88 du Traité);

b. Frais de rapatriement des prisonniers de guerre allemands (article 217 du Traité);

c. Remboursement des dépenses exceptionnelles de guerre avancées par l'Alsace-Lorraine pendant la guerre ou par les collectivités publiques d'Alsace-Lorraine pour le compte de l'Empire (article 58 du Traité);

d. Paiement de certaines indemnités au Cameroun et en Afrique Équatoriale française (articles 124 et 125 du Traité), seront soumises pour évaluation à la Commission des Réparations qui aura toute liberté d'utiliser à cette fin tous les moyens à sa disposition, y compris le recours à l'arbitrage tel qu'il est proposé à l'article 11 ci-dessous.

Les montants de ces créances, lorsqu'ils auront été établis, seront portés au crédit des Puissances intéressées dans leur compte de réparations au 1^{er} septembre 1924, et ces crédits sont traités comme arriérés à cette date conformément aux dispositions de l'article 19 ci-après.

B. Les créances suivantes paraissent devoir être payées en dehors et en sus des annuités du plan Dawes, à savoir :

a. Le service des pensions civiles et militaires d'Alsace-Lorraine acquises au jour de l'armistice (article 62 du Traité).

b. Le transfert des réserves d'assurances sociales d'Alsace-Lorraine (article 77 du Traité).

ARTICLE 7.

Greek and Roumanian Reparation Percentages.

A) The percentage of reparation payments available for distribution between the Allied Powers to be allotted to Greece is fixed at 0.4 per cent of payments by Germany and of the first half of payments by Austria, Hungary and Bulgaria and 25 per cent of the second half of payments by Austria, Hungary and Bulgaria.

B) The percentage of reparation payments available for distribution between the Allied Powers to be allotted to Roumania is fixed at 1.1 per cent of payments made by Germany and of the first half of payments by Austria, Hungary and Bulgaria, and 20 per cent of the second half of payments made by Austria, Hungary and Bulgaria.

ARTICLE 8.

Miscellaneous Claims.

A) The following claims namely :

a) Costs of military occupation of the Plebiscite zones (Annex to Article 88 of Treaty);

b) Costs of repatriation of German prisoners of war (Article 217 of the Treaty);

c) Repayment of exceptional war expenses advanced by Alsace-Lorraine during the war, or by public bodies in Alsace-Lorraine, on account of the Empire (Article 58 of the Treaty);

d) Payment of certain indemnities in the Cameroons and French Equatorial Africa (Articles 124 and 125 of the Treaty).

shall be submitted for valuation to the Reparation Commission which shall be at liberty to use for this purpose all the means at its disposal including reference to arbitration as proposed in Article 11 below.

The amounts of these claims, when established shall be credited to the interested Powers in their Reparation accounts as at the 1st September 1924, and the credits treated as arrears at that date in accordance with the provisions of Article 19 below.

B) The following claims would appear to be payable apart from and in addition to the Dawes annuities namely :

a) The costs of the civil and military pensions in Alsace-Lorraine earned at the date of the Armistice (Article 62 of the Treaty);

b) The transfer of the reserves of social insurance funds in Alsace-Lorraine (article 77 of the Treaty). Should, however, the German Government succeed in

Toutefois, au cas où le Gouvernement allemand réussirait à établir que ces créances doivent être imputées sur les annuités du plan Dawes, les Gouvernements alliés se concerteront sur la manière dont elles devront être traitées.

ARTICLE 9.

Indemnité due à la Commission européenne du Danube.

Il sera payé immédiatement à la Commission européenne du Danube, par prélèvement sur les annuités du plan Dawes, la somme de 266,800 francs-or, montant admis comme dû par l'Allemagne à la Commission au titre de la réparation des dommages subis par cette dernière.

ARTICLE 10.

Solde des offices de compensation.

Aucun prélèvement spécial ne sera admis sur les annuités du plan Dawes en ce qui concerne les soldes des offices de compensation des dettes d'avant-guerre ou d'autres créances prévues par les clauses économiques du Traité, à moins qu'il n'apparaisse qu'une Puissance réclamant le bénéfice d'un tel prélèvement a un solde créditeur net exigible, après avoir appliqué à la satisfaction de ses créances, au titre des clauses économiques, les biens et autres actifs allemands qu'elle a le pouvoir de liquider en vertu des mêmes clauses. Aucun montant ne sera réservé en faveur de ces soldes créditeurs nets pendant les quatre premières années de l'application du plan Dawes.

TITRE II.

RÈGLEMENT DES COMPTES DU PASSÉ.

ARTICLE 11.

Comptes de répartition. — Dispositions concernant l'arbitrage.

Les Gouvernements alliés prient la Commission des Réparations d'établir dans le plus bref délai possible les comptes définitifs de répartition au 1^{er} septembre 1924.

Ils donneront mandat à leurs Délégués respectifs à la Commission des Réparations de soumettre à l'arbitrage toutes les questions de fait ou de chiffres que pourra soulever l'établissement des comptes et, dans une mesure aussi large que possible, les questions d'interprétation sur lesquelles ils ne seraient pas unanimes, pour autant qu'il n'y est pas déjà pourvu par des arrangements antérieurs.

Ces dispositions seront appliquées en particulier au règlement des comptes de la Ruhr, suivant les principes établis ci-après, ainsi qu'aux questions qui pourront se poser au sujet des montants dus au titre des restitutions ou pour toute autre créance qui n'est pas une créance de réparation.

establishing that these claims must be met out of the Dawes Annuities the Allied Government will concert together as to the manner in which they should be dealt with.

ARTICLE 9.

Compensation due to the European Commission of the Danube.

There shall be paid forthwith to the European Commission of the Danube out of the Annuities the sum of 266,800 gold francs, being the amount agreed to be due from Germany to the Commission in respect of compensation for damages.

ARTICLE 10.

Clearing Office Balances.

No special charge shall be admitted against the Dawes annuities in respect of Clearing Offices balances of pre-war debts or other claims under the Economic Clauses of the Treaty unless it is shown that any Allied Power claiming the benefit of such charge has a net credit balance due for payment, after applying, to meet its claims under the Economic Clauses, the German properties and other assets which it has the power to liquidate under the same articles. No provision shall be made for such net credit balances during the first four years of the Dawes Plan.

CHAPTER II.

SETTLEMENT OF PAST ACCOUNTS.

ARTICLE 11.

Distribution Accounts: — Provision as to Arbitration.

The Allied Governments request the Reparation Commission to draw up as soon as possible definite distribution accounts as at 1st September 1924.

They will give authority to their respective Delegates on the Reparation Commission, to submit to arbitration all questions of fact or of figures arising on the accounts and to the fullest possible extent, questions of interpretation, on which they are not unanimous; in so far as is not already provided for in any existing arrangement.

The above provisions will apply in particular to the settlement of the Ruhr accounts in accordance with the principles set out below and to questions which may arise in regard to the amounts due under the heads of restitutions or other non-reparation claims.

ARTICLE 12.

Comptes de la Ruhr.

A. La Commission des Réparations fixera, conformément aux dispositions du Traité de Versailles et suivant les méthodes pratiquées jusqu'à ce jour, la valeur en marks-or des recettes de toute nature obtenues de l'Allemagne par les Gouvernements français, belge et italien depuis le 11 janvier 1923, pour autant que ces recettes n'ont pas déjà été prises en compte par elle. La Commission des Réparations déterminera de même les montants à déduire de ces recettes en vue d'assurer aux Puissances intéressées un crédit correspondant aux dépenses réellement faites par elles, sous réserve des dispositions spéciales ci-dessous concernant les Armées d'occupation.

B. Des comptes séparés seront établis pour les livraisons en nature et pour les recettes en espèces.

C. Le compte des livraisons en nature comprendra la valeur déterminée par la Commission des Réparations :

1° Des livraisons en nature non encore prises en compte par la Commission des Réparations, y compris les livraisons payées sur le fonds commun et le fonds spécial ;

2° De toutes les réquisitions faites en application de l'article 6 de l'Arrangement rhénan ou analogues à celles-ci et de tous les marks-papier saisis et amendes imposées par les Armées d'occupation pendant la période du 1^{er} janvier 1923 au 31 août 1924, en tant que ces recettes n'ont pas encore été prises en compte par la Commission des Réparations.

Il sera porté en déduction de ces recettes les dépenses faites par les Gouvernements français et belge, pendant la période du 1^{er} janvier 1923 au 31 août 1924 pour l'entretien de forces militaires en territoire allemand non occupé à la date du 1^{er} janvier 1923, diminuées du coût normal de ces troupes dans leurs garnisons à l'intérieur.

La valeur nette des livraisons en nature ainsi déterminée sera portée au débit des Puissances qui les ont reçues, dans leur compte de réparations.

La valeur du charbon et du coke vendus au Luxembourg pendant la même période sera traitée comme une livraison en nature à la France.

D. Le compte des recettes en espèces comprendra les recettes en espèces de toute nature produites par les taxes ou droits, les licences, les dérogations, etc., et les recettes nettes de la Régie des Chemins de fer, telles qu'elles seront déterminées par la Commission des Réparations après vérification des comptes.

Il sera porté en déduction de ces recettes les frais civils de perception et les dépenses d'administration faites avant le 31 août 1924 et les frais de destockage des charbons et d'exploitation des mines et cokeries jusqu'à la même date.

Le solde du compte devra, à l'exception de la somme dont il est question à l'alinéa (1) du paragraphe (B) de l'article 3, être versé au Gouvernement belge qui sera débité au titre de sa priorité, pour la période antérieure au 1^{er} septembre 1924,

ARTICLE 12.

Ruhr Accounts.

A) The Reparation Commission shall fix in accordance with the provisions of the Treaty of Versailles and the practice hitherto in force the value in gold marks of the receipts of every nature obtained by the French, Belgian, and Italian Governments from Germany since 11th January 1923, in so far as such receipts have not already been accounted for to it. The Reparation Commission shall similarly determine the amounts to be set against such receipts with a view to securing that the Powers concerned receive credit for expenditure actually incurred by them, subject, however, to the detailed provisions below with respect to Army Costs.

B) Separate accounts will be drawn up for deliveries in kind and cash receipts.

C) The account of deliveries in kind shall include the value as determined by the Reparation Commission of :

1. Deliveries in kind not yet accounted for to the Commission including deliveries paid for from the “fonds commun” and the “fonds special”.

2. All requisitions under or on the analogy of Article 6 of the Rhineland Agreement and all paper marks seized and fines imposed by the Armies of Occupation during the period 1st January 1923, up to the 31st August 1924, in so far as they have not already been reported to the Reparation Commission.

Against these receipts will be allowed as deductions the extra costs incurred by the French and Belgian Governments during the period 1st January 1923, to the 31st August 1924, through the maintenance of military forces in German territory not occupied on the 1st January 1923, after setting off the normal costs of the maintenance of these forces in their home garrisons.

The net value of the deliveries in kind so determined shall be debited in the reparation accounts against the Powers which have received them.

The value of coal and coke sold to Luxemburg during the same period shall be treated as a delivery in kind to France.

D) The account of cash receipts shall include cash receipts of all kinds obtained by the Occupying Powers including the gross amounts obtained from taxes or duties, licences, derogations, etc. . . . , and the net receipts of the Railway Regie, as ascertained by the Reparation Commission after verification of the accounts.

From these receipts will be allowed as deductions the civil costs of collection and expenses of administration incurred before the 31st August 1924, and the costs of loading coal and exploitation of mines and cokeries up to the same date.

The balance of the account shall, with the exception of the sum mentioned in sub-paragraph 1 of parag. B of Art. 3, be paid over to the Belgian Government which shall be debited on account of the priority for the period before 1st September

du montant total ainsi reçu, moins l'intérêt dû sur les Bons du Trésor allemand remis à la Belgique en 1922.

E. Conformément à l'Annexe III au Protocole de Londres, aucune réclamation ne sera faite en vue d'un paiement sur les annuités du Plan Dawes destiné à rembourser des frais quelconques provenant de l'emploi de forces militaires en territoire allemand non occupé au 1^{er} janvier 1923, à l'exception de la valeur de réquisitions effectuées par ces forces ou de toute prestation qui leur aura été fournie après le 1^{er} septembre 1924. La valeur de telles réquisitions ou prestations sera comptée comme livraisons faites, au titre des réparations, aux Puissances alliées intéressées.

TITRE III.

QUESTIONS SPÉCIALES

RELATIVES À L'APPLICATION D'ACCORDS ANTÉRIEURS.

ARTICLE 13.

Prorogation au delà du 1^{er} janvier 1923

des dispositions de l'article 2 de l'Accord du 11 mars 1922 :

Affectation des livraisons en nature au remboursement des frais des armées d'occupation.

Les Gouvernements français, britannique et belge conviennent que les montants forfaitaires fixés ou à fixer pour leurs armées d'occupation respectives, depuis le 1^{er} janvier 1923 et jusqu'au 31 août 1928, dans la mesure où ils ne seront pas couverts par les réquisitions de marks-papier et les prestations, etc., visées à l'article 6 de l'Accord rhénan, seront portés en balance des livraisons en nature (y compris le produit du Reparation Recovery Act britannique et de tous prélèvement analogue institué par tout autre Gouvernement), reçues par chacun d'eux respectivement. La Commission des Réparations est priée de tenir compte de la présente décision dans sa comptabilité.

ARTICLE 14.

Prorogation au delà du 1^{er} janvier 1923 des

dispositions de l'Article 6 de l'Accord du 11 mars 1922 :

Conservation par chaque Puissance des livraisons en nature qu'elle a reçues.

Chacun des Gouvernements alliés ayant un crédit au titre des Réparations, aura le droit de conserver, sans pouvoir être tenu à un reversement en espèces, la valeur des livraisons en nature reçues et conservées par lui entre le 31 décembre 1922 et le 1^{er} septembre 1924 (y compris le produit du Reparation Recovery Act). Toutefois, il sera tenu compte des sommes reçues par chaque Puissance jusqu'au 1^{er} septembre 1924 pour déterminer les ajustements prévus par l'Article 19.

1924, with the full amount so received less the interest due on the German Treasury Bills transferred to Belgium in 1922.

E) In accordance with Annexe III to the London Protocol no claim will be made for payment out of the Dawes annuities of any costs in respect of military forces in German territory not occupied on the 1st January, 1923, other than the value of requisitions effected by, or services rendered to these forces after 1st September, 1924. The value of such requisitions or services will be accounted for as deliveries on Reparation Account to the Allied Powers concerned.

CHAPTER III.

SPECIAL QUESTIONS ARISING OUT OF PREVIOUS AGREEMENTS.

ARTICLE 13.

Extension beyond January 1st, 1923 of the provisions of Article 2 of the Agreement of March 11, 1922 : Appropriation of deliveries in kind to the costs of Armies of Occupation.

The French, British and Belgian Governments agree that the forfaits fixed, or to be fixed, for their respective armies of occupation from the 1st January, 1923, and until the 31st August, 1928, in so far as they are not met out of requisitions of paper marks and services, etc., under Article 6 of the Rhineland Agreement, should be charged on the deliveries in kind (including receipts under the British Reparation Recovery Act and any similar levy established by any other Government) received by them respectively, and the Reparation Commission is requested to give effect to this decision in its accounts.

ARTICLE 14.

*Extension beyond January 1st, 1923,
of the Provisions of Article 6 of the Agreement of March 11, 1922:
Retention by each Power of the Deliveries in Kind received by it*

Each of the Allied Governments having a credit due to it on reparation account shall be entitled to retain, without being required to make payment in cash for the value thereof, the deliveries in kind (including Reparation Recovery Act Receipts) received and retained by them between the 31st December 1922, and the 1st September 1924. The receipts of each Power, however, up to the 1st September 1924, shall be taken into account in determining the adjustments provided for in Article 19.

ARTICLE 15.

Frais des Armées d'occupation pour la période allant du 1^{er} mai 1922 au 31 août 1924.

A. Les crédits à donner au titre des frais des Armées d'occupation pour la période allant du 1^{er} mai 1922 au 1^{er} mai 1924 sont les suivants :

PÉRIODES.	PART FRANÇAISE DU FORFAIT.	PART BELGE DU FORFAIT.	PART BRITANNIQUE DU FORFAIT.
	marks-or.	marks-or.	marks-or.
1 ^{er} mai 1922 au 30 avril 1923.	155,526,693	30,680,158	21,092,922
1 ^{er} mai 1923 au 30 avril 1924.	117,195,330	23,284,922	22,369,567

B. En ce qui concerne les frais d'occupation pour la période allant du 1^{er} mai 1924 au 31 août 1924, les Gouvernements alliés autoriseront leurs Délégués à la Commission des Réparations à faire les ajustements nécessaires sur la base des principes suivant lesquels les chiffres ci-dessus ont été calculés.

C. La Commission des Réparations est priée d'introduire ces chiffres dans ses comptes pour les années considérées.

ARTICLE 16.

Débts pour les navires attribués ou transférés à la Belgique en vertu de l'article 6 (4) du Protocole de Spa.

Les débits dans les comptes interalliés pour les navires attribués ou transférés à la Belgique, en vertu de l'article 6 (4) du Protocole de Spa, seront traités conformément à l'Article 12 de l'Accord des Ministres des Finances du 11 mars 1922, au lieu d'être traités comme il avait été prévu au Protocole de Spa.

ARTICLE 17.

Débit pour les chemins de fer et mines du Chantoung,

En ce qui concerne les chemins de fer et les mines visés au second paragraphe de l'Article 156 du Traité de Versailles, le Japon ne sera débité par la Commission des Réparations dans les comptes interalliés que du montant correspondant aux indemnités qui ont été ou pourront être effectivement payées par le Gouvernement allemand à ses nationaux pour les intérêts qu'ils possédaient dans ces entreprises. En attendant la détermination des montants en question, le Japon sera considéré comme ayant droit à son pourcentage intégral des réparations, à dater du 1^{er} septembre 1924.

ARTICLE 15.

Costs of the Armies of Occupation for the period 1st May 1922 to 31st August 1924.

A) The credits to be given in respect of the costs of occupation for the period 1st May 1922 to 1st May 1924, are as follows :

	FRENCH SHARE OF FORFAIT.	BELGIAN SHARE OF FORFAIT.	BRITISH SHARE OF FORFAIT.
	Gold marks.	Gold marks.	Gold marks.
May 1st, 1922 to April 30th, 1923.....	155,526,693	30,680,158	21,092,922
May 1st, 1923 to April 30th, 1924.....	117,195,330	23,284,922	22,369,567

B) As regards the costs of occupation for the period 1st May 1924 to 31st August 1924, the Allied Governments will authorise their representatives on the Reparation Commission to make the necessary adjustment on the basis of the principles on which the above figures were calculated.

C) The Reparation Commission is requested to introduce those figures into its accounts for the years in question.

ARTICLE 16.

Debits for the Vessels allotted or transferred to Belgium under Article 6 (4) of the Spa Protocol

The debits in the Interallied accounts for the vessels allotted or transferred to Belgium under Article 6 (4) of the Spa Protocol shall be dealt with under Article 12 of the Finance Ministers' Agreement of the 11th March 1922 instead of as provided for in the Spa Protocol.

ARTICLE 17.

Debit for Shantung Railways and Mines.

In respect of the Railways and Mines referred to in the second paragraph of Article 156 of the Treaty of Versailles, Japan will be debited by the Reparation Commission in the Interallied accounts only with the equivalent of compensation which has been or may be in fact paid by the German Government to its nationals for their interests. Pending the establishment of the amounts in question Japan will be regarded as entitled to her full percentage of reparations as from 1st September 1924.

TITRE IV.

INTÉRÊTS ET ARRIÉRÉS.

ARTICLE 18.

Compte d'intérêts.

Les Gouvernements alliés acceptent de renoncer entre eux à toute revendication d'intérêts afférents aux recettes de réparations réalisées jusqu'au 1^{er} septembre 1924 et toutes dispositions d'accords antérieurs exigeant la tenue de comptes d'intérêts pour la période antérieure à cette date seront annulées. Des intérêts à 5 p. o/o seront toutefois exigibles, à partir du 1^{er} septembre 1924, sur l'excédent de recettes apparaissant, dans le compte qui sera établi en application de l'article 19 ci-après, comme dû à cette date par une Puissance quelconque à la masse des réparations, ainsi que sur tous nouveaux excédents de recettes qui pourraient se produire après cette date, jusqu'à leur remboursement.

ARTICLE 19.

Avances et arriérés,

La Commission des Réparations établira, dans le plus bref délai possible, un compte faisant apparaître, à la date du 1^{er} septembre 1924, pour chaque Puissance ayant droit à participer aux paiements de réparations faits par l'Allemagne, à l'exclusion des États-Unis d'Amérique :

a. Les recettes nettes de cette Puissance au titre des réparations, à la date du 1^{er} septembre 1924, que l'on calculera en déduisant de ses recettes brutes totales, telles qu'elles auront été évaluées en vue de leur répartition entre les Alliés, les crédits qui doivent lui être donnés au titre des avances pour la fourniture de charbon décidées à Spa, des frais des armées d'occupation (les arriérés au 1^{er} mai 1921, réglés par l'article 21, non compris), des frais des Commissions de contrôle non payés en monnaie allemande, des gains de change et de toute autre créance reconnue, telle que les créances visées à l'article 8 (A) du présent accord;

b. Le montant que cette Puissance aurait reçu si le total des recettes nettes de réparation de toutes les Puissances avait été réparti suivant les pourcentages de Spa.

La Commission des Réparations déterminera, en déduisant du montant dû à chaque Puissance son débit réel, les arriérés dus à cette Puissance ou les avances dont le montant est dû par cette Puissance, au 1^{er} septembre 1924.

B. La Commission des Réparations procédera à un calcul analogue au 1^{er} septembre de chaque année ultérieure.

C. En vue du calcul ci-dessus, les chiffres concernant la Belgique seront pris en compte exactement comme ceux qui concernent les autres Puissances, mais, en

CHAPTER IV.

INTEREST AND ARREARS.

ARTICLE 18.

Interest Account.

The Allied Governments agree that all interest charges on reparation receipts up to 1st September 1924, should be waived as between the Allied Powers and all provisions in existing agreements requiring interest accounts to be kept to that date are cancelled. Interest at 5 o/o shall, however, be charged as from 1st September, 1924, on the excess receipts shown in the account to be drawn up under Article 19 below as due at that date by any Allied Power to the Reparation Pool as well as on any further excess receipts which may accrue after that date until they are repaid.

ARTICLE 19.

Excesses and Arrears.

A) The Reparation Commission shall as soon as possible draw up an account showing, as at 1st September, 1924, for each Power entitled to a share in the reparation payments of Germany, but not including the United States of America.

a) The net receipts of that Power on reparation account as at 1st September, 1924, which shall be calculated by deducting from its total gross receipts as valued for the purpose of Interallied distribution, the credits due to it in respect of Spa coal advances, of costs of Armies of Occupation (excluding the arrears as at 1st May, 1921, provided for in Article 21), costs of Commissions of Control not paid in German currency, profits on exchange, and of any other approved claims such as the claims referred to in Article 8 A) of this Agreement;

b) The amount that Power should have received had the total net reparation receipts of all the Powers been distributed in accordance with the Spa percentages.

By deducting from the amount due to each Power its actual debit, the Reparation Commission will determine the arrears due to that power or the excess payments due from that Power as at 1st September, 1924.

B) A similar calculation shall be made by the Reparation Commission on the 1st September in each succeeding year.

C) For the purpose of the above calculations the figures relating to Belgium shall be included on the same footing as those relating to other Powers but, save as pro-

dehors de ce qui est stipulé d'autre part dans le présent accord, la Belgique sera libérée de toute obligation de rembourser les recettes de réparations réalisées avant le 1^{er} septembre 1924.

Toutefois la Belgique devra compte, le cas échéant, des intérêts afférents à toutes les recettes de réparations réalisées par elle, après le 1^{er} septembre 1924, en excédent de la part qui lui revient, d'après les dispositions stipulées d'autre part dans le présent accord, sur les recettes totales effectivement portées au débit de toutes les Puissances après cette date. Dans le cas contraire la Belgique sera considérée comme ayant une créance à titre d'arriéré.

D. Les dispositions du second paragraphe de l'article 7 de l'Accord du 11 mars 1922 relatif aux débits qui doivent être inscrits dans le compte à établir, au titre de l'article 235 du Traité, pour le charbon reçu par l'Italie avant le 1^{er} mai 1921, s'appliqueront également aux débits pour le charbon reçu par l'Italie entre le 1^{er} mai 1921 et le 31 décembre 1922.

ARTICLE 20.

Récupération des arriérés.

Sauf stipulation contraire du présent accord :

A. Les recettes en excédent réalisées par chaque Puissance, telles qu'elles seront fixées à la fin de chaque année, en application de l'article 19 seront remboursées par déduction d'un certain pourcentage de la part revenant à cette Puissance dans chacune des annuités suivantes jusqu'à extinction de sa dette, y compris les intérêts à 5 p. o/o, sous la réserve qu'aucun remboursement prévu par le présent paragraphe ne sera exigé sur les annuités commençant le 1^{er} septembre 1924 et le 1^{er} septembre 1925.

B. En ce qui concerne l'Italie et l'État serbe-croate-slovène, cette déduction sera fixée à 10 p. o/o. En ce qui concerne les autres Puissances, la déduction sera calculée par la Commission des Réparations sur une base semblable.

C. Les remboursements faits par les Puissances débitrices seront répartis entre les Puissances créditrices de la masse des réparations en proportion de leurs arriérés respectifs.

ARTICLE 21.

Frais des armées d'occupation antérieurs au 1^{er} mai 1921.

Les arriérés dus à la France et à la Grande-Bretagne au titre des frais d'armée d'occupation antérieurs au 1^{er} mai 1921 seront exclus du compte général des arriérés et seront remboursés par une allocation spéciale des montants indiqués ci-après, qui sera prélevée sur les annuités du plan Dawes (et qui prendra rang immédiatement après la priorité accordée aux frais de l'armée d'occupation des États-Unis) :

1 ^{re} année	15 millions de marks-or.
2 ^e année	20 — — — — —
3 ^e année	25 — — — — —
4 ^e année	30 — — — — —

et ensuite 30 millions de marks-or par an, jusqu'à extinction de ces arriérés

vided elsewhere in this Agreement, Belgium shall be free of any obligation to repay reparation receipts obtained before 1st September 1924.

Belgium shall, however, if the case arises, be required to account with interest for any excess of reparation receipts obtained by her after 1st September 1924, over her due proportion, as laid down elsewhere in this Agreement, of the total receipts effectively debited to all the Powers after that date. In the contrary case Belgium will be regarded as having a claim in respect of arrears.

D) The provisions of the second paragraph of Article 7 of the Agreement of 11th March 1922 relating to the debits to be entered in the account to be drawn up under Article 235 of the Treaty in respect of coal received by Italy before 1st May 1921, shall apply also to the debits for coal received by Italy between 1st May 1921 and 31st December 1922.

ARTICLE 20.

Recovery of Arrears.

Except as otherwise provided for in this Agreement :

(A) The excess receipts of any Power as fixed at the end of each year under Article 19 shall be repaid by the deduction of a certain percentage from the share of that Power in each succeeding annuity until the debt is extinguished with interest at 5 %, provided that no repayments under this sub-section shall be required out of the annuities for the years commencing 1st September 1924 and 1st September 1925.

(B) In the case of Italy and the S. H. S. State this deduction shall be fixed at 10 %. In the case of other countries the deduction shall be calculated by the Reparation Commission on a similar basis.

(C) The repayments made by the Debtor Powers shall be distributed between the Powers in credit to the Reparation Pool in proportion to their respective arrears.

ARTICLE 21.

Costs of the Armies of Occupation to 1st May 1921.

The arrears due to France and Great Britain on account of pre-1st May 1921 Army Costs shall be excluded from the general account of arrears and shall be discharged by a special allotment out of the Dawes annuities (ranking immediately after the charge in favour of U. S. Army Costs) of the following amounts namely :

1st year.....	15 million gold marks.
2nd year.....	20 — — —
3rd year.....	25 — — —
4th year.....	30 — — —

and thereafter an annuity of 30 million gold marks till the arrears are extinguished.

Cette allocation sera répartie entre la France et la Grande-Bretagne dans les proportions de 57 p. 100 pour la France et de 43 p. 100 pour la Grande-Bretagne. L'allocation sera réalisée en livraisons en nature pendant les deux premières années d'application du plan Dawes et pourra être ensuite transférée, en nature ou en espèces. Cet arrangement n'affectera pas la répartition de toutes recettes en espèces, actuellement détenues par la Commission des Réparations, disponibles pour la liquidation des arriérés des frais des armées d'occupation. Ces recettes seront traitées conformément à l'article 8 de l'Accord du 11 mars 1922 et viendront en balance du montant en capital des arriérés. Dans la suite, les allocations annuelles prévues ci-dessus seront prélevées par priorité, à concurrence de 25 p. 100 de leur montant, sur toute recette en espèces, ne provenant pas de l'application du plan Dawes, qui pourra être réalisée par la Commission des Réparations dans l'avenir au compte de l'Allemagne.

TITRE V.

QUESTIONS DIVERSES.

ARTICLE 22.

Payements à faire par la Tchécoslovaquie pour livraisons en nature.

Les sommes dues par la Tchécoslovaquie à la Commission des Réparations au titre des livraisons en nature reçues par elle de l'Allemagne et de la Hongrie depuis le 1^{er} mai 1921 devront être placées dans un compte d'attente et porter intérêt à 5 p. 0/0 à partir du 1^{er} septembre 1924.

ARTICLE 23.

Payements de la Bulgarie.

Sans qu'il soit préjugé d'aucune question de principe, les payements faits ou à faire jusqu'au 31 décembre 1926 par la Bulgarie, en vertu du protocole de Sofia, en date du 21 mars 1923, seront répartis entre les Puissances Alliées suivant les proportions fixées par l'article 2 du Protocole de Spa. Les Gouvernements alliés se mettront d'accord sur le mode de répartition de ces payements à appliquer après le 31 décembre 1926.

ARTICLE 24.

Biens cédés à la ville libre de Dantzig.

Les Gouvernements alliés donnent pleins pouvoirs à leurs délégués respectifs à la Commission des Réparations pour régler toutes les questions relatives à la dette incombant à la ville libre de Dantzig au titre de la valeur des biens publics qui lui ont été cédés par l'Allemagne, y compris tels ajustements des payements à faire par la ville libre que sa situation financière pourrait rendre nécessaire.

This allotment shall be divided between France and Great Britain in the proportions France 57 %, Great Britain 43 %. The allotment shall be taken in deliveries in kind during the first two years of the Dawes Plan and thereafter may be transferred either in deliveries in kind or cash. This arrangement will not affect the distribution of any cash receipts now in the hands of the Reparation Commission available for the liquidation of Army Costs arrears, which receipts will be dealt with in accordance with Article 8 of the Agreement of 11th March 1922 and credited against the capital arrears. Further, the annuity above provided for will retain a prior charge up to 25 % of its amount on any cash receipts not arising out of the Dawes Plan which may accrue to the Reparation Commission in the future on account of Germany.

CHAPTER V.

MISCELLANEOUS QUESTIONS.

ARTICLE 22.

Payment by Czechoslovakia for Deliveries in Kind.

The sums due by Czechoslovakia to the Reparation Commission in respect of the deliveries in kind received by her from Germany and Hungary since 1st May 1921, shall be placed in a suspense account and carry interest at 5 % from the 1st September, 1924.

ARTICLE 23.

Bulgarian Payments.

Without prejudice to any question of principle, the payments made or to be made up to 31st December 1926, by Bulgaria under the Protocol of Sofia dated 21st March 1923, will be distributed between the Allied Powers in the proportions laid down in Article 2 of the Spa Protocol. The Allied Governments will agree together as to the method of distribution of these payments to be adopted after 31st December 1926.

ARTICLE 24.

Properties ceded to the Free City of Danzig.

The Allied Governments give full powers to their respective representatives on the Reparation Commission to settle all questions connected with the debt due by the Free City of Danzig in respect of the value of the public properties ceded to the Free City by Germany, including such adjustments of the payments to be made by the Free City as may be necessitated by its financial situation.

ARTICLE 25.

Recommandations relatives à l'échelonnement des paiements tout au cours de l'année.

Les Ministres des Finances attirent l'attention de la Commission des Réparations sur le fait que le fonctionnement du plan Dawes serait grandement facilité si l'Agent général des paiements de réparations pouvait faire en sorte que les paiements annuels à effectuer pendant l'exécution du plan Dawes fussent échelonnés tout au cours de chaque année et ils prient la Commission des Réparations et l'Agent général d'examiner quelles mesures peuvent être prises pour assurer ce résultat, qui est d'une importance particulière pendant la deuxième et la troisième années du plan.

A cette fin, les Gouvernements alliés, en ce qui les concerne, autorisent la Commission des Réparations et l'Agent général des paiements de réparations, en coopération avec les Trustees pour les obligations de chemins de fer et les obligations industrielles, à prendre toutes les dispositions qui peuvent être nécessaires pour aménager les échéances des obligations de chemins de fer et des obligations industrielles, de façon à assurer un courant graduel et régulier de paiements tout au cours de chaque année.

En outre, les Ministres des Finances autorisent la Commission des Réparations à faire des arrangements, dans la mesure où cela sera possible sans porter préjudice aux besoins d'autres Puissances, afin de permettre au Gouvernement portugais d'obtenir pendant les premiers mois de la seconde année du plan Dawes, sans excéder sa part dans la seconde annuité, les sommes nécessaires pour parfaire le montant de certaines commandes de livraisons en nature qui sont en suspens et qui sont pour lui d'une importance particulière.

ARTICLE 26.

Interprétation et arbitrage.

Le présent accord devra être transmis à la Commission des Réparations et la Commission sera priée de lui donner effet et d'ajuster les paiements, pendant le reste de la première année du plan Dawes se terminant au 31 août 1925 et pendant les années suivantes, de telle sorte que les recettes totales de chaque Puissance alliée pendant chaque année n'excèdent pas sa part telle qu'elle est déterminée par le présent Accord. La Commission des Réparations aura pouvoir d'interpréter les dispositions de l'Accord par une décision unanime, en ce qui concerne les Puissances alliées. Au cas où quelque différend ou quelque discussion s'élèverait, au sein de la Commission des Réparations ou entre les Puissances alliées, au sujet de l'interprétation d'une disposition quelconque du présent Accord ou de toute mesure d'application dudit Accord à prendre soit par la Commission, soit par toute autre autorité, il devra en être référé à l'arbitrage d'un arbitre unique, accepté à l'unanimité par les Délégués à la Commission des Réparations; ou, faute d'accord, à désigner par le Président en exercice de la Cour permanente de Justice internationale.

Tout différend ou toute discussion avec les États-Unis d'Amérique qui pourraient se produire au sujet d'une interprétation du présent accord qui affecterait les reven-

ARTICLE 25.

Recommendations with regard to Distribution of Payments throughout the year

The Finance Ministers draw the attention of the Reparation Commission to the fact that the operation of the Dawes Plan would be greatly facilitated if the Agent General for Reparation Payments could so arrange that the annual payments to be made during the operation of the Dawes Plan may be distributed throughout the course of each year, and they request the Reparation Commission and the Agent General to consider what steps can be taken to secure this result, which is of particular importance during the second and third years of the Plan.

With a view to accomplishing this result the Allied Governments, so far as they are concerned, authorise the Reparation Commission and the Agent General for Reparation Payments in cooperation with the Trustees for Railway Bonds and Industrial Debentures to take all action that may be necessary to arrange the due dates of the payments to be made on the Railway and Industrial Bonds so as to provide for a gradual and even flow of payments throughout each annuity year.

Furthermore, the Finance Ministers authorise the Reparation Commission to make arrangements, so far as may be practicable without prejudicing the requirements of other Powers, to enable the Portuguese Government to obtain during the earlier months of the second year of the Dawes Plan (within the limit of its share in the second annuity) the sums necessary to complete certain outstanding orders for deliveries in kind of special importance to it.

ARTICLE 26.

Interpretation and Arbitration.

This Agreement shall be transmitted to the Reparation Commission, and the Commission will be requested to give effect thereto and to adjust the payments during the remainder of the year to 31st August 1925, and during subsequent years, so that the total receipts of each Allied Power during each year shall not exceed its share under this Agreement. The Reparation Commission shall have authority by unanimous resolution to interpret the provisions of the Agreement, in so far as the Allied Powers are concerned. If any difference or dispute shall arise on the Reparation Commission or between the Allied Powers in respect of the interpretation of any provisions of this Agreement or as to anything to be done hereunder whether by the Commission or otherwise, the same shall be referred to the arbitration of a single arbitrator to be agreed unanimously by the members of the Reparation Commission, or, failing agreement, to be appointed by the President for the time being of the Permanent Court of International Justice.

Any difference or dispute that may arise with the United States of America regarding the interpretation of this Agreement affecting American claims or the rights of

dications américaines ou les droits des États-Unis d'Amérique, tels qu'ils sont déterminés par le présent accord, seront déférés à un arbitre accepté à la fois par les États-Unis d'Amérique et par la Commission des Réparations statuant à l'unanimité.

ARTICLE 27.

Réserve relative aux droits et obligations de l'Allemagne.

Les dispositions du présent accord conclu entre les Puissances intéressées aux réparations laissent entiers tous les droits et toutes les obligations de l'Allemagne résultant des traités, conventions et arrangements actuellement en vigueur.

the United States of America under this Agreement shall be referred to an arbitrator to be agreed upon between the United States of America and the Reparation Commission acting unanimously.

ARTICLE 27.

Reservation as to the Rights and Obligations of Germany.

The provisions of the present Arrangement concluded between the Powers interested in reparations do not prejudice any rights or obligations of Germany under the Treaties, Conventions and Arrangements at present in force.

Le PRÉSENT ACCORD, rédigé en français et en anglais en un seul exemplaire, restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française, qui en délivrera des copies certifiées conformes à chacune des Puissances signataires.

Pour l'interprétation du présent accord, les deux textes français et anglais feront également foi.

Paris, 14 janvier 1925.

CLÉMENTEL.

G. THEUNIS.

WINSTON S. CHURCHILL.

MYRON L. HERRICK.

FRANK B. KELLOGG.

JAMES A. LOGAN JR.

ALBERTO DE' STEFANI.

K. ISHII.

L. M. DE SOUZA DANTAS (avec réserves).

EM. J. TSOUDEROS.

J. MROZOWSKI.

J. KARSNICKI.

ANTONIO DA FONSECA.

VINTILA BRATIANO.

N. TITULESCU.

STOYADINOVITCH.

STEFAN OSUSKY.

The PRESENT AGREEMENT, done in English and French in a Single Copy will be deposited in the Archives of the Government of the French Republic which will supply certified copies thereof to each of the Signatory Powers.

In the interpretation of this Agreement, the English and French texts shall be both authentic.

Paris, January 14th, 1925.

CLEMENTEL.
G. THEUNIS.
WINSTON S. CHURCHILL.
MYRON T. HERRICK.
FRANK B. KELLOGG.
JAMES A. LOGAN JR.
ALBERTO DE' STEFANI.
K. ISHII.
L. M. DE SOUZA DANTAS.
EM. J. TSOUDELOS.
J. MROZOWSKI.
J. KARSNICKI.
ANTONIO DA FONSECA.
VINTILA BRATIANO.
N. TITULESCU.
STOYADINOVITCH.
STEFAN OSUSKY.

